

Tribune socialiste

N° 321/ 30 MARS 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Un arbitrage tardif



Les illusions tenaces

Christian Guerche

Pâques à St-Nazaire

Paul Sauzet

Le temps et son emploi

Dominique Yvoire

Message de Toutankhamon

Emmanuelle Stein

Crise des syndicats américains

René Gillet

Jean-Marcel Jeanneney (au centre) recevant la délégation des syndicats de Rhodiaceta.

Tribune socialiste

Principe de la vente militante

Indépendamment de la campagne d'abonnements sur laquelle nous reviendrons prochainement, un certain nombre de sections ont repris la vente militante avec des résultats encourageants.

Nous résumons pour tous ceux qui nous demandent des renseignements, une note de l'administration de *Tribune* qui tient compte des expériences en cours.

Pour réussir ces ventes il est nécessaire de :

1. — choisir un endroit stratégique important, carrefour, marché, Mairie ou tout autre lieu de passage.
2. — vendre de préférence le dimanche matin, de 10 h à 12 h 30 par exemple, car ainsi vous êtes sûrs de toucher les gens de votre arrondissement ou de votre ville.
3. — vendre régulièrement, aux mêmes heures, le même jour de la semaine, toutes les semaines. Une absence une semaine vous fera descendre la vente de 75 % la semaine suivante.
4. — assurer la présence d'au moins deux camarades par point de vente.
5. — prévoir et faire construire un panneau en bois démontable et transportable aisément où l'on pourra poser une affiche P.S.U. et présenter le journal. Ce sera le point de ralliement des vendeurs, des militants de la section...

Une fois ceci réalisé pendant au moins 2 à 3 mois, on peut alors envisager sérieusement, si la première expérience a réussi, d'étendre son champ de vente et de créer d'autres points de vente (2, 4 ou plus). Plus il y a de points de vente, plus nombreux sont les gens touchés et plus la vente augmente.

Tout ceci implique que chaque section désigne un responsable-presse, qu'elle commande des exemplaires du journal à *Tribune Socialiste*. Une facture sera envoyée toutes les fins de mois. *TS* est facturé à 55 centimes, 15 centimes restant à la section.

Pour démarrer la vente, l'administration de *Tribune* a prévu des envois propagande de 4 numéros. Seuls les exemplaires vendus doivent lui être payés.

Au bout de quatre semaines, chaque section peut alors déterminer un chiffre de vente, et assurer désormais une liaison régulière avec l'administration du journal.

Matériel disponible

SPECIAL PROGRAMME

Ce numéro ayant été tiré de nouveau, les fédérations peuvent le commander.

Conditions spéciales : pour 100 ex. 0,55 l'unité ; au-dessus de 100 ex. 0,45 l'unité.

BROCHURES

Santé

Propagande

L'exemplaire 2 F - 1,90 par 10
- 1,80 par 50 - 1,50 par 100.

Programme enseignement :

l'exemplaire 1 F.

- C.E.S. : Initiation aux problèmes économiques, trois cahiers - prix spécial 3 F (au lieu de 6,40).

- DISQUES

- *Portugal résiste*

- *Chants de lutte*

- *L'Internationale*

L'exemplaire : 10 F

Paiement à la commande.

Tribune Socialiste
51, bd Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 5826-65 Paris

Hommage à Léon Blum

Comme tous les ans, une délégation de notre parti se rendra à Jouy-en-Josas, sur la tombe de Léon Blum, afin de lui rendre hommage. Rendez-vous est donné à tous les camarades qui souhaitent s'y associer, le samedi 8 avril à 13 h 45, place de l'Eglise à Jouy.

M. C. A. A. : à propos du film "The War Game"

Nos amis du M.C.A.A. nous demandent de passer le communiqué suivant. Ce que nous faisons volontiers. Notre critique de cinéma reviendra ultérieurement sur ce film important :

« Le 5 avril sortira à Paris un film que beaucoup de cinéastes

considèrent comme l'œuvre la plus bouleversante qu'il leur ait été donnée de voir. Il s'agit de « The War Game » (« La Bombe »), film anglais réalisé à partir d'éléments vrais, documents de Nagasaki et Hiroshima et de bombardements de Dresdes et de Hambourg.

Quelques missiles sur une Angleterre dont la Défense Passive est sans commune mesure avec une attaque nucléaire et c'est le déferlement d'horreurs : enfants aux yeux brûlés hurlant de douleur, corps rongés par la chaleur, asphyxie immédiate ou lente provoquée par les gaz, apathie totale des rescapés dont seuls les moins atteints seront soignés par un service médical débordé ; pour les autres c'est la mort des brûlés vifs sans anesthésie... Et cela se passe à plus de cinquante kilomètres des points de chute, en deçà c'est le désert de la mort. L'angoisse atteint son paroxysme devant la vraisemblance, l'évidence, dans l'enchaînement du cataclysme et de ses conséquences ; le possible devient réalité. Tel est ce que l'homme prépare à l'homme.

« The War Game » passera au Napoléon, au Boul'Mich et au Gaumont Théâtre, tous les jours de 14 h à 24 h à partir du 5 avril.

Campagne de diffusion de T.S.

Abonnements :

1 an : 30 francs.

6 mois : 16 francs.

3 mois : 8 francs.

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

De la part de :

Nom :

Adresse :

Ci-joint règlement :

Chèque bancaire :

C.C.P. (5826-65 Paris).

□ Editorial

Les illusions tenaces

Christian Guerche

« Il s'en est fallu de peu que les élections déclenchent un renversement de la majorité. » Cette remarque de Pierre Uri dans *le Monde* ne marque guère par son originalité. Elle est pourtant reprise, dans des tonalités différentes, par Jean-Jacques Servan-Schreiber dans *l'Express*, ou par René Capitant dans *Notre République*.

Et aussi surprenant que cela puisse paraître, il y a quelque unité dans ces réactions. Que René Capitant joue les pleureuses ou les Cassandre, et découvre avec quelque retard que la politique sociale et économique du gaullisme est mise en cause, n'étonne que ceux qui veulent bien s'étonner. Il devenait évident, pour tous ceux qui participaient à la campagne électorale, qu'un certain nombre de questions concernant l'emploi, les disparités régionales, les structures de notre économie, le logement, etc. avaient pris le dessus dans les préoccupations de tous les électeurs.

Je consulte, sans gêne aucune, la série de journaux que nous avons édités pendant cette période. Notre Parti n'a cessé de mettre l'accent sur ces problèmes. Mieux, il a proposé des solutions, qu'il a eu, lui et lui seul, le courage de chiffrer. Donc de déterminer des choix. Et de les préciser.

Aujourd'hui, des observateurs qui aiment se présenter comme avertis, mais qui se sont bien gardés ces derniers mois d'évoquer cet ensemble de problèmes, les mettent en avant pour mettre ou la majorité ou la gauche en garde.

Nul ne doute que dans les couloirs de Matignon, René Capitant ou David Rousset n'aient avant les élections grommelé quelques remarques acides sur la politique de Pompidou. Elles étaient discrètes et confinées. Les éclats de voix de Pompidou étaient plus apparents et *Notre République* singulièrement optimiste. Aujourd'hui, le Premier ministre est devenu un crétin, et les « gaullistes de gauche » se répandent dans tous les micros à leur portée pour dire

tout le mal qu'ils pensent d'une politique largement applaudie par eux, au soir d'un Palais des Sports que « Services et Méthodes » avait rendu triomphal.

Le réveil est assurément déplaisant, et seul le recours au Guide devient possible. Encore que la gymnastique qui consiste à le désolidariser de son Premier ministre, ou de la politique successivement menée rue de Rivoli par Giscard d'Estaing ou Michel Debré devient dérisoirement pathétique. Il est des jeux de scène ou des éclats de voix plus dignes du mélodrame que de l'analyse politique. Et à trop nous désigner de traîtres à abattre, René Capitant risque d'atteindre, comme dans les vieux mystères du théâtre, jusqu'au souffleur.

Tout autre, bien entendu, est l'attitude d'un Jean-Jacques Servan-Schreiber. L'opération Defferre ratée, il avait marqué quelque hésitation entre Lecanuet et Mitterrand. Puis il avait pris le large, pour énoncer, semaine après semaine, quelques-unes de ces vérités premières dont il a le secret, et qui consistent à régulièrement répéter que nous sommes entrés dans l'ère de la compétitivité et des vastes transformations technologiques.

Remarques pertinentes, mais dont on voyait peu l'objet, tant leur évidence était flagrante. Nous avons découvert cette semaine l'objectif. Il est tout simple. Entre un gouvernement conservateur (peu sympathique) et un gouvernement de gauche conscient de ses responsabilités, la marge est si étroite que l'on voit mal désormais ce qui pourrait différencier leur politique.

Le sage de la rue de Berri sait bien, hélas ! que les démagogues nous diront le contraire. Mais à la fin des fins, il faut s'y résoudre. La compétitivité et les transformations technologiques, voilà le problème. Tout le reste est littérature, ou échos, ou songes creux. Quant aux décisions politiques qui pourraient en sortir, nulle inquiétude. Il n'y en a pas.

L'illusionniste rejoint ici les pleureuses de l'U.D.T., pour traduire la grande peur d'une gauche plus sérieuse et plus consciente. Le contraire de celle qu'il décrit depuis des mois.

**

Mais revenons à Pierre Uri. Car, au risque de déplaire, nous dirons avec tranquillité qu'il participe d'une certaine manière au même concert.

Le directeur de l'Institut Atlantique, membre du contre-gouvernement, souligne dans l'article du *Monde* déjà cité : « Il faut que le pays ait le sentiment qu'une politique de rechange et une majorité de rechange sont là pour prendre la relève. » Nous n'avons jamais dit autre chose.

Mieux, évoquant le programme de la gauche, Pierre Uri insiste sur le fait que pour le soutenir, il faut un vaste mouvement. Nous nous en déclarons encore d'accord.

Encore faut-il préciser la nature de ce mouvement. Et ici, il faut s'entendre clairement. Car si la majorité capable de soutenir ce programme n'a pas été obtenue, dit Pierre Uri, c'est parce que :

- la Fédération n'a pas exploité suffisamment son programme;
- le Centre Démocrate a présenté trop de candidats;
- le P.S.U. s'est entêté à revendiquer des circonscriptions qu'il ne pouvait gagner, alors que la Fédération y avait toutes ses chances, faisant ainsi cadeau de quelques sièges au pouvoir;
- les accords entre la Fédération et le P.C.F. n'ont pas été interprétés assez soupagement.

On voit bien où cette interprétation mène. Pierre Uri serait bien en peine, circonscription par circonscription, de démonter chacune ou une seule de ses affirmations. Peut-être cherche-t-il à excuser le fait que, seul des membres du contre-gouvernement, il se soit borné, dans l'Aisne où il s'était présenté, à se retirer au deuxième tour, au lieu de se désister pour le candidat de gauche le mieux placé. En l'occurrence, un communiste.

Mais en vérité, tout son article tend à faire ressurgir le rêve de la grande fédération, et du parti démocrate à l'américaine, que l'on croyait anéanti et condamné par toute l'évolution politique de ce pays, des présidentielles aux dernières élections législatives.

Que Pierre Uri, qui soutint au premier tour des présidentielles Jean Lecanuet, pour se rallier ensuite à Mitterrand, garde quelque nostalgie de ses anciens amis, nous sommes prêts à le comprendre. Après tout, il n'a fait que précéder, et beaucoup plus habilement, Maurice Faure. Qu'il entende pour autant tirer et exploiter une situation qui ne lui doit rien nous paraît pour le moins outrecuidant.

Comme nous paraît excessive l'idée qu'il se fait du programme de la Fédération, dont il est, il est vrai, l'un des auteurs.

Nous avons fait en leur temps toutes les remarques qui nous étaient suggérées par le programme de la Fédération. Il nous avait été dit que de nouveaux développements seraient publiés, et notamment quant aux moyens qui devaient garantir les objectifs proposés. Ces développements ne sont pas venus.

Il nous avait été dit qu'en aucun cas, le programme de la Fédération ne devait être considéré comme un document « à prendre ou à laisser ».

Alors, que signifie cette affirmation de Pierre Uri : « Le programme commun serait celui de la Fédération, parce que seul il assortit des moyens effectifs les objectifs proposés ; la chance de la gauche, c'est que le groupe dominant (sous-entendu la Fédération) soit celui qui se présente sans conteste comme une force de gouvernement. »

« Trop, c'est trop », dit le bon sens populaire, et Pierre Uri semble ici s'attribuer, avec quelque sans-gêne, un succès électoral qui appartient à toute la gauche, et pas seulement à la formation à laquelle il appartient.

Il est vrai que pour justifier son analyse, il invente je ne sais quelles nouvelles tendances au niveau du P.S.U. et ouvre des bras fraternels à nos militants déçus, en des termes qui rappellent curieusement les classiques manœuvres de débauchage.

J'en suis navré pour Pierre Uri, mais d'autres, beaucoup moins patauds, se sont déjà essayés à ce jeu. Cela fait partie des illusions tenaces, qui divisent depuis trop longtemps et qui ont fait beaucoup de mal à la gauche.

Nous les combattons avec la même ténacité. Celle-là même qui a fait du P.S.U. une organisation indispensable à toute la gauche. □

Grèves

Pâques à St-Nazaire

Paul Sauzet

Par la force des choses, ou plutôt par la volonté des patrons de la métallurgie nazairienne et contre celle des ouvriers, le conflit aura donc marqué le pas durant le week-end pascal. Les premiers estivants de La Baule et les nombreux commerçants de « la plus grande plage d'Europe » avaient eu vendredi la visite inopinée des deux cortèges des « mensuels » et des « horaires » qui fusionnaient dans le centre de la ville. A leur passage, de nombreux stores avaient été baissés, témoignage supplémentaire de la panique soudaine des bourgeois que les métallos de Saint-Nazaire, dans leur marche calme, ne cherchaient pas à provoquer mais à informer. Un peu plus tard, le déjeuner improvisé des Nazairiens sur les marches du casino a dû être grinçant pour plus d'un indigène.

Les dimanches du sport à Penhoët

Vers 13 heures samedi, j'arrive à Penhoët. Penhoët et Saint-Nazaire, noir et blanc, l'ancien et le nouveau. Penhoët, les petites maisons grises et marquées par le temps, les rails de chemin de fer qui traversent les rues principales. Saint-Nazaire, la neuve malgré elle, que les bombardements de la fin de la guerre ont forcé à reconstruire.

A Penhoët, donc, je descends du car — j'en suis d'ailleurs l'unique client. La rue ensoleillée est vide. Dans les cafés, de rares clients discutent. Les phrases que je perçois ne portent pas sur la grève mais sur le tiercé ou sur les matches locaux du lendemain. D'ailleurs, dans tous les bars de la rue de Trignac, l'artere principale, des feuilles ronçonnées donnent les rendez-vous locaux aux sportifs de Penhoët.

Il faut pénétrer dans l'aire des Chantiers de l'Atlantique pour s'apercevoir que la fermeture des grilles est due à d'autres motifs qu'un long week-end de vacances. A chaque entrée, un texte signé du directeur des chantiers, en date du 19, jour du lock-outage des « horaires », annonce la fermeture. Seuls les employés des services de sécurité maintiennent dans cet univers de métal une présence humaine. Pour qui connaît Penhoët au travail, le calme est quelque peu impressionnant.

Les inaugurations du préfet

Je délaisse le football et les bateaux pour revenir à Saint-Nazaire. Le samedi est comme ailleurs consacré aux achats. L'avenue de la République est noire de monde en son centre et les fleurs rouges qui se détachent des murs crème et du ciel

bleu achèvent de donner un air de fête à la ville. Et puis, d'ailleurs, n'est-ce pas fête ? Aujourd'hui, samedi de Pâques, M. Vié, préfet de Loire-Atlantique, vient tout exprès de Nantes pour inaugurer la foire. Celle-ci se tient juste derrière la Bourse du Travail, comme un fait exprès.

J'arriverai trop tard pour l'inauguration officielle mais j'en aurai de larges échos à l'Hôtel de Ville. C'est que M. le Préfet y a rendez-vous avec les dirigeants syndicaux. De la bouche du commissaire divisionnaire Trouja, un ancien d'Alger, d'ailleurs bien vu de tous ici, avec qui je discute sur les marches de l'Hôtel de Ville, j'apprendrai que le préfet a beaucoup surpris à la foire. D'abord il a lu son texte, contrairement à son habitude. Ensuite, dans l'enceinte de cette foire commerciale, il a beaucoup parlé politique. Je demande alors au commissaire s'il a apporté du nouveau dans ce conflit qui dure maintenant depuis vingt-cinq jours. Sa réponse est négative. A relire effective-ment le discours du préfet, on s'aperçoit qu'il s'étend avec plaisir sur le rôle d'arbitre qui lui est donné pendant cette grève, qu'il s'efforcera de faire régner l'ordre si jamais...

A la porte de l'Hôtel de Ville, le temps passe et au lieu des vingt minutes prévues, les dirigeants syndicaux restent près d'une heure trois quarts avec le préfet. C'est la deuxième surprise. Mais elle disparaît vite. Malnoé, le délégué F.O., sort le premier, croisant dans le hall les marins anglais en grande tenue venus assister à la cérémonie commémorative du premier débarquement de leurs compatriotes en 1942. Ses mains qui retombent le long de son grand corps en disent long.

— C'est le dialogue de sourds. On n'a rien obtenu. On retourne chez nous.

Je leur emboîte le pas.

La cote du point

A la Bourse du Travail, côté C.F.D.T. Il en est évidemment de même côté C.G.T. et F.O., les discussions vont bon train. Thoby, délégué des horaires C.F.D.T., et Louis Morice, délégué des mensuels C.F.D.T., résumant l'entretien avec le préfet. Ils sont là nombreux à commenter.

— Qu'est-ce qu'on fait ? On revient demain ?

— Non, ce n'est pas la peine. Passez lundi, ou laissez votre adresse pour qu'on puisse vous joindre éventuellement.

C'est leur pain et celui des leurs qu'ils jouent là. Discuter, ils vou-



... Pour combien de temps ?

draient bien et rapidement. Mieux, ils ne demandent que cela. Mais le préfet leur a dit tout à l'heure, au cours de leur rencontre : depuis Nantes cela fait quarante-huit heures qu'il cherche en vain les patrons pour provoquer la rencontre. Ceux-ci ont dû s'octroyer un long week-end de Pâques sans laisser d'adresse. Les grévistes en sont quittes pour attendre mardi, le vingt-huitième jour de grève.

Louis Morice est devant moi. Nous sommes assis à la table de réunion, dans la salle des métallos C.F.D.T. Le brouhaha que font ses camarades venus aux nouvelles ne dérange pas notre conversation. Il est très calme. Marié, deux enfants. Il tient à m'expliquer en détail la situation des mensuels ; tout à l'heure, il tracera des courbes pour être sûr que j'ai bien compris. Ce qui n'est pas le cas de tous.

— Les salaires de base, poursuit Morice, sont le produit de la valeur du « point » par le coefficient auquel est attaché le mensuel. A cela s'ajoutent la prime d'ancienneté et les « galons » qui sont une prime supplémentaire quasi automatique mais qui est fonction du coefficient. — Et cela donne quel ordre de grandeur ?

— Eh bien, par exemple, je peux te citer le cas d'un copain qui a vingt et un ans d'ancienneté. Il est magasinier professionnel au coefficient 160; il a quatre enfants dont trois à charge; le quatrième est ouvrier aux Chantiers et lui donne 300 francs par mois pour la nourriture. Mais lui, au bout de vingt et un ans de présence, il a 70.000 anciens francs de salaire de base.

— Quelles sont vos revendications par rapport au point ?

— Nous avons tracé la courbe d'évolution du point depuis 1955 et

Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais

Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction
Claude Glayman

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :
71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

celle du point dans la région parisienne depuis la même époque. La nôtre, qui était parallèle à l'autre, ce qui est normal compte tenu des différences de niveau de vie, a pris un retard de 16 % pendant cette période. Donc, nous demandons le réajustement correspondant. Pour te parler en chiffres, nous sommes aujourd'hui à 3,37 le point. Dans la région parisienne, ils sont à 3,70 minimum. Nous demandons 3,64 sans galons et la direction nous offre 3,42 sans les galons ou 3,53 avec les galons incorporés. A cela, le préfet nous répond que la marge est trop importante pour qu'une commission mixte soit convoquée utilement. Il reste d'ailleurs persuadé que les mensuels n'auront pas plus que 4 %. Mais il ne faut pas oublier que le temps de travail a été ramené de 48 à 44 heures en moyenne et que cela a occasionné une perte de salaires de 12 %.

— A quand remonte exactement le conflit actuel ?

— Ce n'est pas d'aujourd'hui. Les premières discussions ont eu lieu en décembre 1965 et toute l'année 1966 cela a porté là-dessus. On s'est retrouvé en février en assemblée générale et les gars ont voté le lendemain la grève à 70,5 %. Et puis, depuis 1961, il n'y a jamais eu de contrats de salaires publiés. Et puis surtout, le point capital c'est que les gars constatent qu'ailleurs la maîtrise est payée plus cher.

— Comment réagissent vos troupes en ce vingt-cinquième jour ?

— Apparemment, on ne sent aucune fatigue.

— Est-ce que vous vous installez dans la grève ?

— Nous, on voudrait en sortir. Seulement, il faudrait que les promesses les plus simples soient tenues. Tu comprends, la semaine dernière on a eu un rendez-vous à 11 h 30 avec la commission mixte à la sous-préfecture. Une demi-heure avant, un employé sort de la sous-préfecture pour nous dire que la réunion est prévue à 15 heures à Nantes. Tout est comme cela. Il a fallu un an pour obtenir nos bleus de travail, dont le principe était pourtant acquis.

— Il paraît qu'ils transforment les formes en ce moment ?

— Ils sont obligés de moderniser et d'agrandir; pour les deux années

à venir, il y a 9 milliards anciens de commandes, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps...

Le vent des grandes marées

J'ai quitté Morice et ses camarades pour les laisser tenir une réunion à la veille du dimanche de Pâques. Dehors, j'ai retrouvé le soleil et la foire, les discussions des Nazairiens sur le tiercé et la grande marée. Seuls les pêcheurs et les marins semblaient indifférents. Pendant le week-end, les grévistes et lock-outés des Chantiers de Saint-Nazaire, des Ateliers et Forges de l'Orient, de la S.N.P.A., préparent le rassemblement départemental prévu jeudi à Nantes à l'appel des Unions départementales. Ils y seront tous en délégation. Au-delà des revendications fondamentales de salaires, c'est dans cette région quelque peu isolée sur le plan des communications (la S.N.C.F. laisse entendre qu'elle pourrait supprimer l'hiver la voie ferrée Saint-Nazaire-Le Croisic et éventuellement Savenay-Le Croisic) une question beaucoup plus grave que les mensuels nazairiens laissent entrevoir dans leur mouvement. L'introduction de machines électroniques est à l'ordre du jour et le reclassement des mensuels n'est pas pour autant assuré.

C'est ce qui fait la gravité de ce conflit. Les hommes en sont conscients, qui demandent comment « on voit Saint-Nazaire de Paris ».

La gauche se doit de réagir devant cette absence de dialogue que le gouvernement, le préfet de Nantes l'a bien dit samedi, n'essaie pas de renouer. Face à la collusion des patrons et du gouvernement, et pour forcer les patrons à s'asseoir autour d'une table avec les délégués syndicaux, il importe d'assurer aux grévistes le minimum qui va se faire sentir dès les premiers jours d'avril de façon impérative. □

Pour l'ensemble des organisations syndicales, verser les fonds à
Union des Métaux C.F.D.T.
Saint-Nazaire
C.C.P. 551-06 Nantes
en précisant :
« Soutien aux mensuels »

Revendications

Difficiles échéances pour le gaullisme

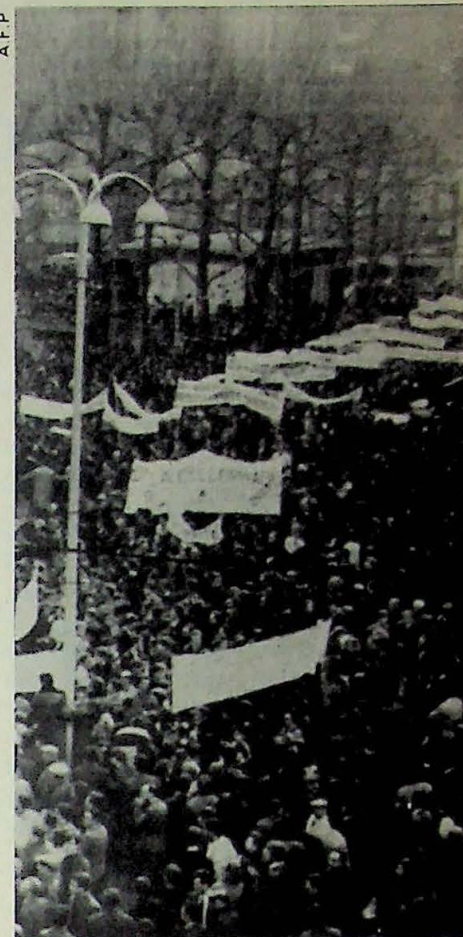
Maurice Combes

Déjà ébranlée par la poussée à gauche aux élections législatives, la majorité gaulliste se trouve aux prises avec de difficiles échéances sur le plan économique et

social. L'application de la réforme de la Sécurité sociale et les hausses des tarifs des services publics — différées avant les élections — risquent de provoquer de vives réactions de



Lyon : plus qu'une démonstration...



la part des salariés. D'une façon générale, les résultats électoraux ne peuvent que stimuler l'expression des mécontentements.

On l'a vu avec les manifestations violentes organisées par les vignerons du Midi, manifestations qui vont se renouveler en raison de l'appauvrissement des producteurs qui ne peuvent écouler le vin bloqué dans les chais. On le voit avec les conflits du travail dont l'ampleur et la dureté témoignent de la volonté de résistance du patronat aux revendications ouvrières.

En province, on lutte pour des salaires plus élevés se rapprochant de ceux de la région parisienne : tel fut le cas chez Dassault, tel est le cas en Loire-Atlantique et dans la région lyonnaise.

Cependant, les conflits de la Rhodiaceta et de Berliet n'ont pas eu pour seule cause l'insuffisance des salaires. Le ralentissement d'activité inquiète également les travailleurs de ces entreprises. Pour justifier les réductions d'horaires et éventuellement les licenciements, les patrons invoquent la concurrence européenne ou américaine et le marasme des affaires dans les pays du Marché commun.

A cet égard, l'accord qui a mis fin — difficilement — au conflit de la Rhodiaceta ne règle pas tous les problèmes concernant les garanties d'emploi et de ressources. Chez Berliet, où existait jusqu'ici une politique assez positive d'accords d'entreprise, la dégradation du climat résulte aussi des incertitudes qui pèsent sur l'emploi. Devant les ou-

vriers de cette firme, le député communiste Coste et le député F.G.D.S. Mermaz ont préconisé la nationalisation de l'entreprise. Ce n'est pourtant pas ce qui fera vendre des camions. Plus réaliste serait l'exigence d'une stratégie syndicale et d'une planification à l'échelle européenne qui ne peut manquer de se faire jour tôt ou tard.

Quant au secteur nationalisé, il n'ignore pas non plus le problème de l'emploi, au moins dans les houillères où s'accroît le nombre des journées chômées. Dans les transports, le mécontentement porte avant tout sur les conditions de travail. D'où les débrayages chez les roulants S.N.C.F. (même si la C.G.T., hostile à la grève au moment de Pâques, a dû renoncer à un nouveau mouvement). D'où les menaces de grève à la R.A.T.P. provisoirement différées.

Face à cette crise économique et sociale, que vont faire les dirigeants gaullistes ? Les déclarations gauchistes de M. Capitant accusant Pompidou d'avoir mené une politique de droite peuvent-elles contribuer à un changement d'orientation ? La réponse doit en être cherchée à l'Elysée. En dépit de l'hostilité du patronat et du poids accru du groupe de Giscard d'Estaing dans la majorité, de Gaulle soumettra-t-il à un référendum un projet « d'intéressement » plus ou moins inspiré des idées de Bloch-Lainé sur la « réforme de l'entreprise » ? Cette nouvelle épreuve de force entre la majorité et l'opposition obligerait au moins la gauche à préciser sa politique économique et sociale. □

Enquête

Où va votre temps ?

Dominique Yvoire

Le substantif « temps » ici ne signifie pas « époque », mais occupation du temps, usage. L'auteur s'interroge sur la manière dont les hommes d'aujourd'hui emploient leur temps ou sont contraints de le faire. L'on ne se livre pas seul à cette interrogation, puisqu'un passionnant document a servi de base à un article qui ne peut pour autant prétendre à un approfondissement scientifique très aigu. En effet, ce que l'on appelle en termes « savants », les « budgets temps » ont depuis longtemps été au centre d'une recherche de sociologues, d'économistes, de psychologues, etc.

Cependant depuis la seconde guerre mondiale, ce type de préoccupations a connu un regain considérable qu'expliquent de nombreux facteurs.

Tout d'abord il est bien certain que les phénomènes d'industrialisation et d'urbanisation, caractéristiques de divers pays depuis 1945, ont conduit à se pencher sur ces problèmes. Non pas seulement par curiosité, mais surtout pour mieux déchiffrer l'utilisation du temps et par là-même tenter de mieux l'organiser. Interrogation sur les loisirs, sur le temps libre, sur le développement des moyens de communication de masse, sur la « sujétion » de la femme. D'autre part que ce soit au niveau de la production, comme au niveau de l'urbanisme il est nécessaire de disposer d'éléments d'appréciation exacte.

A cet effet, l'interrogation en question aura été aidée par la diffusion et les progrès des techniques d'enquêtes et de sondages, en particulier de celles qui sont pratiquées à grande échelle. Enfin, il faut noter que jusqu'à ces dernières années, une telle analyse du temps des hommes était

poursuivie, si l'on peut dire, à l'intérieur des frontières de chaque pays : il manquait une pratique de coopération internationale en la matière et de ce fait un minimum de standardisation faisait défaut qui empêchait des comparaisons du plus haut intérêt.

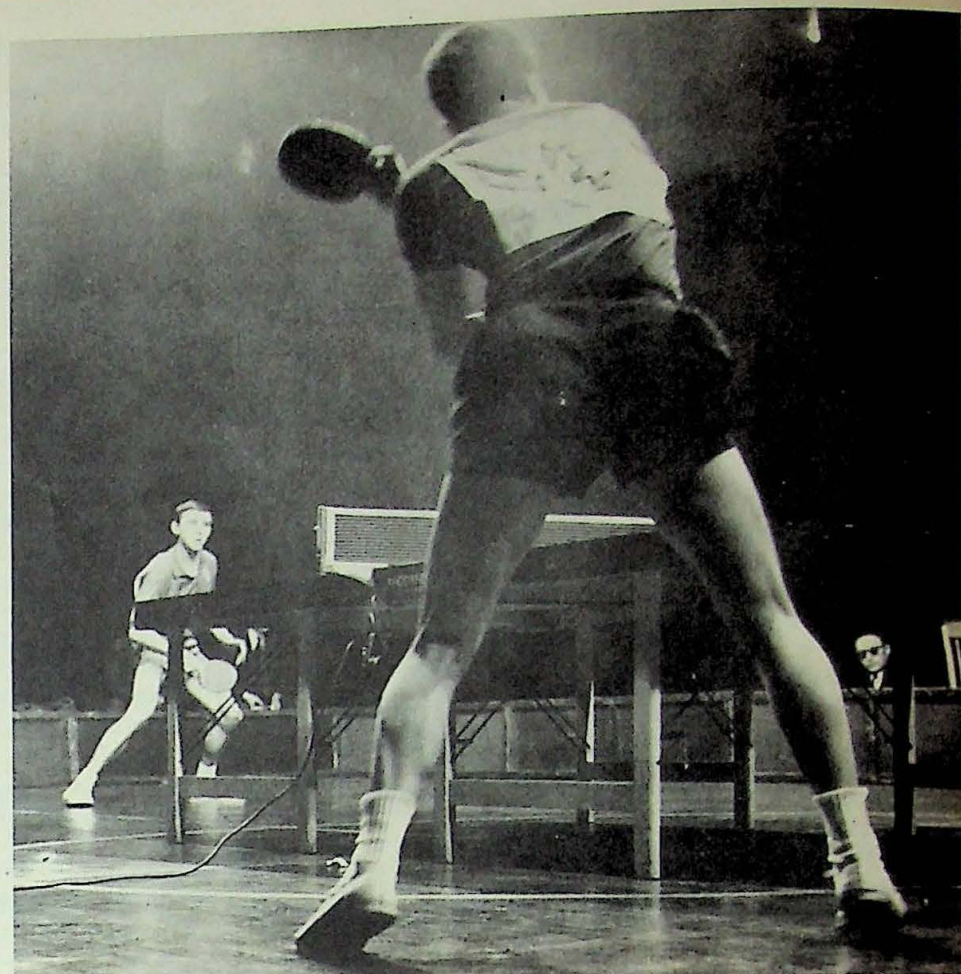
C'est désormais chose faite grâce à une vaste enquête sur les budgets temps organisée sous l'égide du « Centre Européen de Coordination de Recherche et de Documentation en Sciences sociales » (dont le siège est à Vienne). Cette enquête concerne dix pays distincts : Belgique, Bulgarie, France, Hongrie, Pologne, R.F.A., U.R.S.S., U.S.A., Tchécoslovaquie, Yougoslavie. Elle vise à décrire la manière dont est employé le temps des adultes ; vivant en ménages, de 18 à 65 ans, demeurant dans des villes à vocation industrielle et significative de l'évolution de notre civilisation moderne. A titre d'exemple, pour la France, les villes suivantes ont été retenues : Arras, Besançon, Chalon-sur-Saône, Dunkerque, Epinal, Metz.

Les techniques d'interviews utilisées ont été celles de l'auto-enregistrement ou de l'interview rétrospective, compte tenu du fait que les personnes interrogées ont toujours employé leur propre langage quotidien pour remplir les formulaires. A noter enfin que l'on a voulu percevoir le temps sous ses formes sociales et dans cette optique un certain nombre de phénomènes ont revêtu une grande importance : les lieux, la présence ou l'absence d'autrui, la distinction entre activités primaires et activités secondaires, etc.

L'exploitation de l'enquête du Centre Européen est loin d'être achevée, à plus forte raison n'affichons-nous pas la prétention d'en proposer un compte rendu complet pour nous limiter à certaines indications « révélatrices ».

Hommes et femmes

La comparaison des budgets temps femmes et hommes est particulièrement suggestive, toutefois convient-il de distinguer entre femmes actives et femmes non actives. Compte tenu de cette remarque qui ne vaut pas pour les hommes, on observe que dans tous les cas, le statut des femmes paraît défavorisé : les actives



Le temps c'est plus que de l'argent.

Collombert

	Maribor (Hongrie)		Jackson (U.S.A.)	
	J.S.	D.	J.S.	D.
Sans enfants :				
— Hommes actifs	3,9	6,2	4,3	9,8
— Femmes actives	2	2,7	4,3	8,1
Avec enfants :				
— Hommes actifs	3,4	8	4	8,7
— Femmes actives	1,9	4,2	2,9	6,2

D. : *Dimanche.*J.S. : *Jours de semaine.*

sont surchargées de travail, quant aux non actives (au sens économique d'intégrées dans la production), on constate que leur travail est totalement sous-estimé.

Si les femmes passent moins de temps à leur travail que les hommes, il reste que par rapport aux hommes leur temps de loisir est moindre, mangé par les occupations ménagères. Ces diverses observations varient en degré selon le niveau de développement du pays considéré, ainsi que le démontre le tableau ci-dessus portant sur la durée moyenne du temps libre des *actifs mariés* pour la Hongrie et les U.S.A.

Si l'on compare maintenant les femmes actives aux non-actives, toujours selon la définition précédente, on se rend compte que si à l'évidence les non-actives bénéficient de plus de temps libre que les autres, elles en tirent peu de profit : très peu de ce temps supplémentaire va à la lecture, aux sports, aux spectacles ou même à la T.V. ; il est essentiellement passé à la maison. On observe que les traditions jouent en ce do-

maine un rôle décisif puisque aussi bien le temps consacré au ménage varie beaucoup plus en fonction des pays qu'en fonction du nombre d'enfants.

Enfin, il est prouvé que le mariage réduit le temps libre ; cependant on connaît mal ses modifications à l'intérieur des structures du temps libre sinon qu'il entraîne une diminution de la durée moyenne consacrée à l'éducation permanente et à la formation professionnelle alors qu'il provoque une augmentation du temps passé à la T.V. (Hongrie passage de 0,5 heure par jour à 0,7, R.F.A., de 0,7 à 0,9, aux U.S.A. il n'y a pas de changements car l'écoute de la T.V. atteint un seuil de saturation.)

Urbanisation et industrialisation

Une observation s'impose initialement sur l'influence uniformisante des conditions de vie urbaine comme le confirme le tableau relatif à la durée du sommeil et au temps libre.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

	France	Hongrie	R.F.A.	U.R.S.S.	U.S.A.
- Sommeil (moyenne générale de la semaine) (hommes actifs)	8,2	7,7	8,3	7,6	7,6
- Sommeil (dimanche)	9,2	8,7	9,3	8,6	8,7
- Temps libre (ts les jours, moyenne générale)	3,9	3,2	4,5	4,2	5,1

Autre preuve de cette influence uniformisante, à première vue surprenante : les durées homogènes de la navette, c'est-à-dire du trajet aller et retour du domicile au lieu de travail. Les durées moyennes des trajets liés au travail et des trajets longs (plus de 50 km) donnent : 0,7 en France, 1 en Hongrie ; 0,8 aux U.S.A., etc.

À cet égard il est intéressant de souligner que l'habitat d'origine rural accroît cette dépendance de la navette, c'est ainsi que se traduit la moins bonne qualité des services dans les banlieues de type pavillonnaire.

Le régime de travail pèse sur l'organisation du temps d'un poids prépondérant : les horaires irréguliers liés aux modes de production industrielle ont de ce fait des conséquences partout identiques. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, c'est l'horaire d'après-midi qui réduit le plus le temps libre, plus par exemple que le travail de nuit.

Quoi qu'il en soit, on enregistre des temps de travail réel pour les hommes actifs allant jusqu'à 8,6 heures par jour et jusqu'à 7,5 heures pour les femmes actives, comme moyenne générale résultant des différents pays.

Parmi les temps de non-travail, indépendamment des loisirs, il y a ceux qui sont consacrés à la « satisfaction des besoins physiologiques » (sommeil, alimentation et soins personnels). Pour l'essentiel, les différences entre les pays envisagés tiennent aux durées plus ou moins longues consacrées aux repas, alors que la durée de sommeil, comme nous l'avons vu est pratiquement partout la même.

Dans le temps de non-travail, on notera la part qui est consacrée aux études : par rapport au nombre total des enquêtés, celle-ci atteint 44,8 % à Pskov U.R.S.S. ; 24 % à Toruń (Pologne) ; 8,1 % à Jackson (U.S.A.) ; 5,1 % en France.

Jours de la semaine : le dimanche

Du dimanche, on aboutit à la définition suivante : journée de récupération au cours de laquelle le temps de travail professionnel diminue notablement sans complètement disparaître. Le temps consacré aux travaux ménagers augmente sensiblement, tandis que le temps libre de contraintes ou de loisirs s'accroît

nettement par rapport aux jours précédents. Le dimanche, l'individu est soumis à une bien moindre pression temporelle qu'en semaine.

Il faut remarquer à ce sujet qu'entre les pays de l'Ouest et de l'Est, le dimanche revêt une tout autre dimension dans la mesure où le samedi voit sa durée de travail professionnel réduite à l'Ouest à la différence de l'Est (où précisément des réformes dans ce sens doivent être prises).

Pour l'essentiel le dimanche, le temps libre est consacré à l'écoute de la radio, de la T.V., et à la lecture. Le dimanche, la durée moyenne d'écoute de la T.V. est de l'ordre du double de ce qu'elle est en semaine : près de 4 heures chez les Américains, 3 chez les Français. La pratique des spectacles est caractéristique de ce jour, mais elle n'est le fait que d'une minorité de la population. Le

dimanche est aussi le jour de réception ou de visite au domicile ou à l'extérieur. En conclusion on indiquera que pour le dimanche toutes les durées de loisirs actifs sont très largement inférieures aux durées de loisirs passifs ou de repos.

La place nous manque pour fournir d'autres renseignements, aussi

duire l'intérêt d'une telle analyse, ne serait-ce qu'au niveau des revendications sociales dont on voit mal comment elles pourraient se passer de telles enquêtes.

— Le Centre Européen a publié un document intitulé « Recherche comparative internationale sur les budgets temps », VI^e Congrès mon-

	France	Hongrie	R.F.A.	U.R.S.S.	U.S.A.
Temps libre :					
— dimanche	6,6	6,5	7,8	6,3	8
— jours ouvrables	2,6	2,6	2,9	3,2	3,5
Principaux moyens de communication de masse :					
— dimanche	2,3	2,1	1,5	2,4	3,3
— jours ouvrables	1,2	1,2	1,4	1,5	1,9

quitte à revenir sur cette enquête, nous limiterons-nous à proposer un tableau sur les durées moyennes de temps libre et d'exposition aux principaux moyens de communication de masse et à un tableau panoramique où nous avons regroupé et synthétisé un certain nombre de données. Le lecteur pourra se livrer à d'utiles rapprochements et en dé-

dial de Sociologie, Evian 4 au 11 septembre 1966.

C'est de ce document que nous avons tiré les indications ci-dessus.

— On peut d'autre part lire sur ces problèmes un excellent petit ouvrage qui vient de paraître :

Régis Paranque : « La semaine de trente heures », Seuil, coll. « Société ».

PANORAMA DE QUELQUES BUDGETS DE TEMPS

Activités	France	Hongrie	R.F.A.	U.R.S.S.	U.S.A.
● Hommes actifs :					
Temps de travail	6,6 *	7,2	6,6	6,2	6,3
Temps non travail	17,4	16,8	17,4	17,8	17,7
● Femmes actives :					
Temps de travail	5,5	6,2	4,7	5,7	4,7
Temps non travail	18,5	17,8	19,3	18,3	19,3
● Femmes non actives :					
Temps de travail	0,1	0,6	0,4	0,1	0,1
Temps non travail	23,9	23,4	23,6	23,9	23,9
● Durée moyenne des activités primaires :					
Ensemble des actifs	6,1	6,8	5,9	5,9	5,6
● Cuisine, femmes actives, total	0,9	1,4	1,1	1,3	0,9
● Durée moyenne des activités primaires d'éducation :					
Hommes actifs	6,2	12,2	2,8	26	4,9
Femmes actives	4,9	6,8	2	12,6	4,1
Femmes non actives	5,8	2,6	0,8	28,8	4,6
● Écoute radio (primaire + secondaire) :					
Ensemble enquêtés	1,1	0,9	0,9	0,7	1
● T.V. (mêmes critères)	1,5	0,7	1,2	0,7	2,1
● Lectures (mêmes critères)	0,6	0,6	0,7	0,9	0,9
● Temps libre, ensemble des enquêtés	3,9	3,2	4,5	4,2	5,1

(*) Temps en heures et dixièmes d'heures.

Congo-Léopoldville

Le procès de Tschombé

Marc-Antoine Guillaneuf

Ouvert le 6 mars, le procès de Moïse Tschombé s'est clos le 14 mars à Kinshasa, par la condamnation à mort de l'ex-président du Katanga. Accusé de haute-trahison et d'atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, pour levée de bandes armées génocides, émission de fausse monnaie, etc., Tschombé est resté à Madrid où il a établi son P.C. depuis l'arrivée au pouvoir de Mobutu en 1965. Condamné par contumace, Tschombé ne subira donc pas le sort des « pendus de la Pentecôte 1966 » et il n'a voulu faire aucune déclaration, seul un porte-parole a dit en réfutant la procédure employée par le Tribunal Militaire d'exception : « aucune preuve matérielle et aucun témoignage ne sont venus corroborer l'accusation ».

Les principaux chefs militaires de la mutinerie de Kisangani de juillet 1966 (suscitée par Tschombé) se voyaient condamnés à la peine de mort pour les uns et, pour les autres, à des peines de prison, par ce Tribunal très spécial, puisque aucun des accusés n'était défendu par un avocat.

Un immense échiquier

En fait, ce procès n'est qu'un pion de plus avancé sur l'immense échiquier congolais. On se souvient de la congolisation de l'UMHK, en janvier dernier, par le Lieutenant-Général Mobutu, Président de la République Démocratique du Congo. Cette congolisation de l'ancienne société belge et sa substitution par la Gécomine (société générale congolaise de minerais) étaient incontestablement alors des mesures choes. On serait bien en peine aujourd'hui de dire si le Congo a vraiment retiré de l'opération ce qu'il en espérait. Les perdants ? Oui. Ce sont les intérêts belges et ils n'ont pas manqué

de le faire savoir. Les bénéficiaires, quant à eux, se font plus discrets. La France a proposé une aide financière et même technique à la nouvelle société congolaise, au cas où les techniciens belges partiraient du Katanga : l'affaire reste toujours en suspens.

C'est pourquoi le procès Tschombé arrive certainement à son heure au Congo, même s'il n'apporte peut-être rien en lui-même.

Ce pays déçu des résultats de la congolisation, peut donc avoir l'attention détournée des problèmes économiques forts inquiétants, « cet amusement de justice ». Quelles significations donner à ce procès ?

1^o D'abord, il est sur le plan intérieur, au Congo, une nouvelle mesure choc propre à satisfaire la masse qui a désavoué Tschombé et voit en lui, à juste titre, un des agents de l'impérialisme qui a causé leur misère. La masse ? Oui. Celle de Kinshasa, celle des paysans qui meurent de faim et qui se sont réfugiés dans les faubourgs des villes pendant les mois de la guerre civile. On ne peut pas ne pas être satisfait de la condamnation publique de Tschombé. Est-ce à dire que cela est suffisant ? Ce n'est qu'un palliatif à la Mobutu, destiné à parer aux revendications les plus pressées ; en quelque sorte, un détournement du mécontentement sur la personne de Tschombé, mais s'y trompera-t-on vraiment ?

2^o La seconde signification, toute aussi importante et qui fait de ce procès une pierre deux coups, se place sur le plan international. Ce procès ne peut pas ne pas avoir quelques répercussions ; en particulier l'isolement de Tschombé, car il sera maintenant difficile à la Belgique qui essaie, sinon de garder, du moins de sauvegarder ses intérêts au Congo, de recevoir son homme de paille, condamné à mort et accusé



Condamnation par personne interposée

J.N.P.

de recruter des mercenaires sur le territoire belge lui-même. Mais aussi, la condamnation de Tschombé, c'est celle par personne interposée, de l'impérialisme belge, par l'impérialisme américain qui a mis en place, voilà un an et demi, le gouvernement Mobutu et l'armée congolaise au pouvoir. Le procès Tschombé, ce n'était donc pas à Kinshasa, un règlement de compte intérieur au Congo, c'était plus l'affrontement de deux impérialismes, l'un belge, l'autre américain.

Les palabres ne suffisent plus

Mais cela ne change-t-il rien au Congo ? Que Mobutu soit soutenu par les américains : oui. Qu'il ait l'appui de l'armée, et on connaît le rôle de l'armée dans les pays africains, c'est sûr. Il reste que Mobutu a réussi à évincer Tschombé, qu'il a lutté contre les mercenaires stationnés en « Afrique Blanche », Mozambique et Angola, mercenaires recruti-

tés par Tschombé en Europe ; il reste que les Américains ont « quelques » difficultés au Vietnam — et ceci s'en ressent dans leur politique étrangère —, et que cela permet ou peut permettre au gouvernement congolais de se dégager de l'emprise U.S. ; il reste enfin qu'il y a une population s'enfonçant de plus en plus dans la misère, qui ne pourra pas, pendant longtemps, se satisfaire de palabres et qui encadrée par les intellectuels et les étudiants, eux aussi forts mécontents, apprend de jour en jour que la révolution, cela se fait.

Les responsabilités de Moïse Tschombé dans la mort de Patrice Lumumba n'ont pas été évoquées et ont été dissociées de l'affaire à la demande du Procureur Général Kabeya ; une instruction a été ouverte. Si jamais l'instruction aboutit, ce sera alors un autre procès, très intéressant, que celui des assassins de « Patrice » comme l'appellent les Congolais. Peut-être parlera-t-on de Moïse Tschombé ? □

SOUSCRIPTION DU P. S. U.

Notre premier appel a été entendu. Mais il est indispensable que les efforts entrepris soient largement développés. Notre Parti n'a comme seules ressources que celles qui lui viennent de ses militants et de ses sympathisants.

Grâce à leur aide et à leur compréhension, nous avons pu mener une campagne importante. Il est indispensable maintenant d'apurer tous les comptes, pour permettre à notre Parti d'engager de nouvelles batailles.

Amis lecteurs, nous comptons sur vous. Adressez vos dons et souscriptions à Jean Arthuys, trésorier national, C.C.P. Paris 14020-44.

Exposition

Toutankhamon et son temps

Emmanuelle Stein

La plus belle pièce de théâtre qui se puisse voir actuellement à Paris se tient au Petit Palais. Les 43 objets qui y sont exposés appartiennent au trésor funéraire de Toutankhamon. Fantômes émergeant d'une nuit qui dura 3.000 ans, ils content mieux que des acteurs vivants, au visiteur ébloui, une fabuleuse histoire qui se déroula en un temps où les mortels se confondaient avec les dieux, la vie avec la mort.

Le pouvoir d'évocation de ces objets ne vient pas seulement de leur beauté ou de leur rareté, ni du soin et du goût qui ont présidé à leur présentation ; certes l'agencement des salles, chacune revêtue d'une couleur symbolique, l'orchestration subtile des éclairages, l'ordonnance savante des objets, contribuent sans nul doute à créer un climat de suspense en ménageant une progression dramatique qui confère à toute l'exposition un caractère de *vie* d'une exceptionnelle densité. On ne peut échapper à l'envoûtement d'un décorum aussi solennel, encore qu'un peu artificiel. Cette « mise en scène », cette mise en condition étaient-elles bien nécessaires ? La fascination éprouvée ici procède de sources plus secrètes et plus vraies. Elle s'explique avant tout par l'extraordinaire *présence* recelée dans chaque objet exposé, fut-il le plus familier, qui tient à tout le potentiel symbolique dont il est chargé. Le moindre détail ornemental d'une coupe, d'un vase à onguents, d'un bijou, a une signification religieuse. Le sacré imprègne tout, flotte comme l'odeur entêtante de l'encens autour de ces objets divinisés qui tous parlent d'éternité.

Dès la première salle, le décor est planté : nous sommes au cœur de l'hérésie amarnienne, instaurée par le frère aîné de Toutankhamon, Aménophis IV, dont la figure colossale domine la salle. Sorte de Louis II, en proie à une folie mystique, haï des prêtres à qui il a tenté d'ôter le pouvoir, il s'enferme loin du monde, exaspérant au fond des palais l'échec de ses rêves démesurés. C'est dans cette atmosphère shakespearienne que grandira le petit prince Toutankhamon. Enfance studieuse livrée aux mains des prêtres qui façonneront à leur guise le fantôme docile à qui sera dictée la tâche de détruire l'œuvre du frère à demi-fou. Voici le fauteuil du roi-enfant, l'écrivoire pour apprendre à écrire et dessiner, contenant encore les petits pains d'encre de couleurs ; voici les lourds bijoux d'apparat, les deux sceptres d'or que

serrèrent les petites mains de neuf ans, faisant d'un frère petit garçon le maître d'un empire de plusieurs millions d'hommes.

Sur les coffres d'ébène et d'acajou, les incrustations d'or ou d'ivoire racontent en des scènes idylliques la vie du jeune roi et de sa compagne, devisant et se promenant dans des jardins parfumés de fleurs et peuplés d'oiseaux. L'arc royal montre le souverain à la chasse, poursuivant des bouquetins aux cornes d'or. Moments de répit fugitif dans une vie qui ne s'appartient pas ? Aucun de ces objets pourtant n'évoque le sentiment du bonheur.

On pressent ce que fut cette existence languissante et dorée, à l'abri des hautes murailles, préservée de toute laideur, de toute souillure, de toute corruption, mais coupée du peuple et partant, de la vie. La mort déjà s'inscrit en filigrane dans ces scènes délicatement ciselées.

Les fresques murales reconstituées dépeignent les phases successives du cérémonial funèbre. Puis commence le cortège obsédant des objets rituels du culte funéraire. Ainsi accablés, pourchassés par les soins des vivants, les rois sont-ils condamnés à n'être jamais en repos, jusque dans la mort. A côté du pharaon entouré de bandellettes, se tient son double, le Ka, dont l'immense silhouette noir et or va l'escorter au pays des morts. La nef symbolique attend pour l'appareillage prochain vers les eaux primordiales dans les marais du Nil. Les bijoux prophylactiques qui recouvrent son corps protégeront le pharaon dans son voyage nocturne à la suite du soleil.

Ce n'est qu'une fois le voyage mystique accompli que le roi mort renaît avec l'astre du jour, devenant dieu à son tour. Est-ce cette gloire triomphante que chante le visage d'or et de lapis-lazuli qui nous fixe de ses grands yeux d'émail ?

Sous le masque songeur et impenétrable transparait une lassitude imperceptible, une sorte de tristesse muette plus déchirante qu'une plainte. Il nous renvoie l'image d'un roi privé d'enfance et condamné à une jeunesse éternelle. Symbole d'une terrifiante destinée, ce masque d'or délivre un message tragique, en révélant dans la figure radieuse du jeune dieu vivant, le plus abandonné des hommes. □

Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris (8^e). Tous les jours sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F.



Voler n'est pas suffisant.

Cinéma

Malle-aventure chez un truand

Jean Helms

Louis Malle farfouille la pellicule et les sujets les plus divers comme *Zazie* à la foire aux puces. Mais son choix fait, il en tire des prises de vue qui imposent le respect, même si l'aspect de recherche est parfois sacrifié à de trop somptueux cadrages. « *Le Voleur* » n'échappe pas à cette règle. Il en est même l'aboutissement. On est loin des éclats de « *Zazie dans le métro* » ou même de « *Vie privée* ». « *Le Voleur* » est un film classique, traditionnel pourrait-on dire, n'était la violence insolite du sujet, tiré d'un roman de Georges Darien (*).

Fils d'une excellente famille vivant à la fin du XIX^e siècle, Georges Randal (Belmondo) aurait pu se contenter de « posséder » aussi tranquillement que les autres. Mais pour sauver la seule chose à laquelle il tient, sa jolie cousine (Geneviève Bujold) il cambriole les futurs beaux-parents de celle qui doit se marier. Les noces sont rompues, comme prévu, par le vieil avare qui sert de père à la belle et de tuteur au voleur en herbe.

En fait, ce voleur qui travaille

(*) « *Le Voleur* » chez Jean-Jacques Pauvert.

seul et « salement » cherche moins le magot que le plaisir rageur de mortifier la société dont il dépend.

Les fondements de la propriété

Un évadé du bagne, Cannonier (Charles Denner) va encore plus loin sur cette voie. Voleur n'est pas suffisant, explique-t-il à Randal, tandis qu'un député péroré dans un banquet voisin, ce qu'il faut c'est s'attaquer aux fondements même de la société qu'ils méprisent (en 1894, les attentats anarchistes se multiplient). Mais, lui rétorque un faux prêtre (Julien Guiomar) on ne s'en prend pas impunément à la propriété, branche sur laquelle voleurs et possédants sont assis. Cannonier est abattu par un flic, et Randal, figé sur le cadavre, reste coincé dans sa contradiction. Il est contre le monde mais il en vit. Il n'en sortira pas.

Depuis « *Les Amants* » Louis Malle ne cesse pas de mettre en cause une société qu'il ne peut s'empêcher de rehausser par le lustre « très vieille France » de sa caméra. L'auteur nous assure, cette fois, qu'il s'agit d'une dernière fleur de lys. Il faut bien, ces genres de bouquets sont vite démodés. □

Livres

Budapest 56 : une tragédie à l'antique

Maurice Combes

Parmi les livres qui ont paru à l'occasion du 10^e anniversaire de la tragédie hongroise, deux des plus émouvants et des mieux documentés sont l'œuvre de Hongrois. Après le Budapest de François Fejtő (1) dont nous avons rendu compte dans l'ancien T.S., nous voudrions souligner tout l'intérêt du Budapest de Tibor Meray (2). A la différence de Fejtő, Tibor Meray a participé lui-même à la Révolution et vit depuis lors en exil. Ecrivain très connu (Prix Kossuth de littérature en 1953), il était un partisan actif d'Imre Nagy. Meray fut notamment un de ceux qui, le 23 octobre au soir, accompagnèrent le vieux leader communiste au balcon du Parlement où, après avoir été réclamé par la foule, il devait recevoir un accueil peu chaleureux, Tibor Meray a bien connu les principaux acteurs du drame : Geroc, Kadar, Nagy, dont il brosse un portrait vivant.

Le livre débute par un tableau sévère de la vie à Budapest et par la description de la manifestation des étudiants qui devait être le point de départ de la Révolution. A l'effervescence qui règne dans la capitale hongroise, l'auteur oppose la morgue et l'incompréhension des dirigeants hongrois de retour le matin même de Belgrade par train spécial. L'analyse des quatorze points du programme établi par les étudiants, permet à Tibor Meray de faire « l'anatomie d'une dictature ».

Ensuite le récit de l'insurrection se lit comme un roman. En fait, il s'agit, comme le dit l'auteur, d'une « tragédie à l'antique » marquée du signe de la fatalité. Meray multiplie les témoignages, confronte les documents et commentaires (ceux des insurgés et ceux du régime Kadar) pour éclairer les événements. Il nous fait assister à la décomposition du pouvoir communiste qui n'est bientôt plus défendu que par les A.V.O., l'armée ayant basculé du côté du peuple, à l'effondrement du parti dont Mikoyan, débarquant avec Sousslov à Budapest, rejettera la responsabilité sur Geroc à qui il demandera de démissionner.

Imre Nagy rappelé au pouvoir a une tâche extrêmement difficile en raison de l'intervention des blindés soviétiques décidée avant tout par les Russes eux-mêmes. Cependant, après la première intervention, ceux-ci font mine de partir ; le gouvernement Nagy élargi aux représentants des anciennes formations a de plus en plus l'oreille des conseils révolutionnaires. La situation se stabilise ; on met un terme aux excès, aux règlements de compte. Les négociations avec l'U.R.S.S. se poursuivent.

Toutefois, l'alerte a été trop chaude. Les Soviétiques redoutent la désintégration du glacis ; les dirigeants communistes tchèques, roumains... et français s'alarment. Les blindés russes frappent à nouveau à l'aube le 5 novembre. C'est « la revanche de Goliath ».

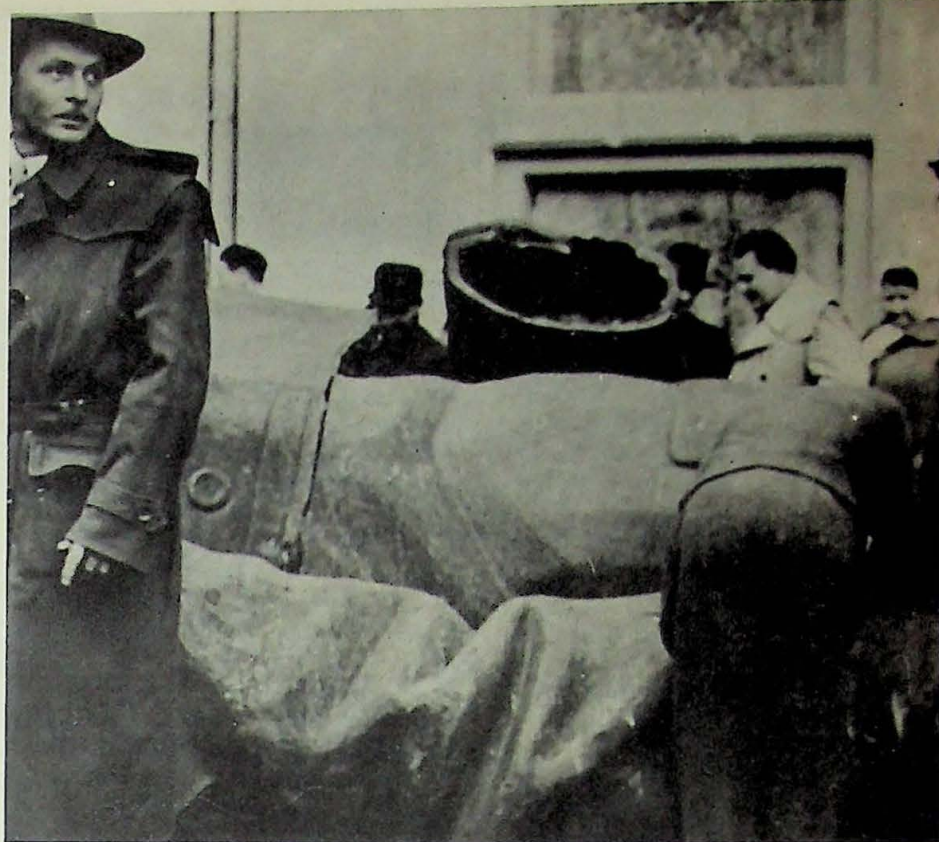
Dans un dernier chapitre, Tibor Meray dresse un tableau assez sombre de la vie dans la Hongrie de Kadar dix ans après. Il constate que le niveau de vie s'est amélioré mais demeure bas, qu'une large amnistie a eu lieu, mais que des gens sont toujours en prison, que la vie intellectuelle est assez brillante sans être complètement libre. Quant à la multiplication des avortements, s'il témoigne d'un grand désenchantement, n'est-elle pas également la conséquence de cette recherche effrénée du confort caractéristique d'une société occidentalisée ?

A noter que Tibor Meray, comme Fejtő, a écrit un livre sur le conflit russo-chinois. An sait que déjà la Chine avait joué un rôle dans les événements de Hongrie. Meray voit dans l'exécution de Nagy et de ses compagnons un gage de fermeté donné aux Chinois par Khrouchtchev déjà accusé de « révisionnisme ». Aussi bien, après avoir dénoncé à propos de Budapest le « chauvinisme de grande puissance » de l'U.R.S.S., les dirigeants chinois avaient préconisé l'emploi de la manière forte.

Selon Tibor Meray, « la Chine, elle, a lu, dans les événements de Budapest, la détérioration définitive du leadership soviétique au sein du camp communiste. Cette révélation lui a permis d'intensifier son entreprise hardie : sectionner le cordon ombilical russe, et rompant l'unité du mouvement communiste, établir un deuxième centre à Pékin ». □

(1) Collection Archives.

(2) Robert Laffont édit. : Ce jour-là : 23 octobre 1956, 18,55 F.



...Et la statue de Staline fut renversée.

A.D.N.P.

La gauche et les régions

Lucien Saintonge

Les régions françaises souffrent autant d'une aliénation économique que d'une aliénation politique. Seule, la Gauche a la possibilité de réduire cette double aliénation en remplaçant le système actuel par une démocratie socialiste. Tel est le thème du livre de Michel Phlipponneau : *La Gauche et les Régions* (Calmann-Lévy). L'auteur est de ces hommes pour qui « les recherches sur l'évolution économique et sociale, l'établissement d'un diagnostic, l'analyse prospective, l'élaboration d'un programme de modernisation, d'équipement, d'aménagement, l'information de l'opinion et des pouvoirs publics paraissent plus efficaces que l'action politique pour rendre la région », et qui a été amené au combat politique du fait de l'impuissance de la centralisation gaulliste à résoudre les problèmes bretons, et de la démission complice des notables face au pouvoir. Pour l'auteur, le mouvement de l'idée régionale a été à triple détente : naissance depuis la guerre, neutralisation depuis 1962 et la victoire des gaullistes, renaissance possible dans une démocratie socialiste.

La prise de conscience de l'aliénation régionale

L'idée régionale a longtemps été rattachée au particularisme provincial, thème de droite, ignoré par la gauche jacobine. Ceci n'est plus vrai

depuis la guerre où la prise de conscience du sous-développement économique et social de la province (cf. J.F. Gravier : *Paris et le Désert français*, 1948) a été à l'origine d'un mouvement d'essence démocratique. Ceci est particulièrement marqué dans l'exemple breton où la création du CELIB (1) répondait aux vœux d'hommes attachés à leur région et désireux de remonter le courant du sous-développement cumulatif. Composé d'hommes de milieux et d'horizon politique différents, il a eu un triple rôle « de bureau d'étude, de centre d'animation et de groupe de pression, qui lui a permis d'attirer l'attention de l'Etat sur les problèmes régionaux, et de lancer des mouvements protestataires d'envergure. Un « plan breton » fut proposé, et les premières mesures d'aménagement du territoire, bien que modestes, pouvaient laisser croire que le mouvement de déperissement économique était stoppé. Du moins jusqu'en 1962.

L'annexion de la politique régionale en « domaine réservé »

Elle a été suscitée par l'arrivée au Parlement en novembre 1962 d'une majorité inconditionnelle. Certes, des motifs politiques, des réflexes de jacobinisme (chez Debré par exemple) peuvent expliquer cette cassu-

(1) Comité d'entente et de liaison des intérêts bretons.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Technique d'un meurtre

(V. O.)

re. Mais d'autres raisons s'y ajoutent : le désir de la haute administration de tout diriger de Paris, l'hostilité du grand patronat à une politique qui porte atteinte à son pouvoir de décision, enfin les forces réactionnaires de province où les commerçants, les P.M.E., les notables ruraux, dépassés par les grands courants de l'économie moderne, craignent de perdre leur hégémonie sur la province.

Couronnant le tout, la politique de grandeur qui stérilise une partie importante de la richesse sociale dans la force de frappe, et veut faire de Paris une capitale internationale, sans prendre garde au coût social et économique de l'opération (ainsi s'explique la contradiction entre le rêve « napoléonien » du schéma directeur de la région parisienne, et une politique qui vise à susciter des métropoles d'équilibre millionnaires).

La réforme administrative de 1964 créant les préfets de région et les CODER n'a fait que renforcer l'hypercentralisation, et a eu pour but et pour effet de réduire les comités d'expansion à de simples tribunes sans audience, ni pouvoir de décision. Cette politique néfaste a renforcé la double aliénation de la vie régionale : l'aliénation politique qui se traduit par un torpillage des comités, tels que le CELIB, d'ailleurs aidé par la complicité de notables modérés et la bourgeoisie provinciale avec le paternalisme autoritaire gouvernemental, et la mise en place d'organismes sans responsabilité comme les CODER. Elle s'accompagne d'une aliénation économique et sociale, en raison de la déplanification progressive, de la démission de l'État dans le domaine du logement, et de la « colonisation » de la province par des entreprises qui exploitent la main-d'œuvre sous payée, et dont les centres de décision sont à Paris, quand ce n'est pas au Texas. Les lois de l'économie libérale, l'Europe des trusts ne font que renfor-

cer les déséquilibres régionaux. Contre cela, la gauche doit réagir.

Pour la démocratie régionale

Michel Phlipponneau reprend des thèmes des « colloques socialistes régionaux, dont il fut un des animateurs : la nécessité pour la gauche d'abandonner les vieux thèmes jacobins de la centralisation, en encourageant la participation des citoyens à la gestion des affaires locales et régionales, le dépassement du cadre désuet hérité du XIX^e siècle, et des thèmes poujadistes de défense de « libertés locales » formelles. Il faut pour cela mettre en place progressivement des institutions démocratiques en faisant élire par les citoyens une Assemblée de région au suffrage universel et un exécutif qui aurait la charge de certains secteurs dont ils assureraient la gestion en conformité avec le Plan national, à la préparation et à la réalisation duquel ils seraient associés directement. Les problèmes de partage de compétence se régleraient après un rodage de la machine.

Sur le plan économique, la revitalisation passe par le rôle moteur du secteur public, la création d'entreprises et de banques « régionalisées », la formation des hommes devant se faire par des liens étroits entre l'Université, les syndicats, les institutions régionales (cf. à ce point de vue l'exemple de Grenoble). Cette régionalisation démocratique doit d'autre part s'inclure dans le cadre d'une Europe en marche vers le socialisme.

Un aménagement national de l'espace français est donc incompatible avec les lois de l'économie de profit et la centralisation autoritaire du gaullisme. C'est ce qui ressort de ce livre passionné, qui sort des sentiers battus en remettant en question de vieux tabous de la gauche traditionnelle et qui sera lu avec profit par les hommes qui veulent le renouveau socialiste. □

recki tentent alors d'assimiler les acquisitions les plus progressistes des écoles musicales modernes et d'intégrer dans un système unique l'ensemble des phénomènes musicaux contemporains.

Une œuvre de synthèse

L'annonce de la parution prochaine de « La Passion selon Saint Luc » (*), écrite, à 33 ans par Penderecki ne devrait pas manquer de susciter l'intérêt des mélomanes curieux. L'auteur a voulu y réaliser une synthèse des expériences sonores les

plus récentes et des éléments les plus vénérables de la tradition musicale. Cette passion, conçue pour grand orchestre, solistes, trois chœurs mixtes et chœur d'enfants, réussit à unifier des systèmes sonores contradictoires en faisant voisiner l'inflexion grégorienne et la musique électronique.

(*) Simultanément deux enregistrements viennent de paraître, entre lesquels on peut hésiter ; car l'un est enregistré en studio (Philips) et l'autre fut enregistré directement à la Cathédrale de Münster (Harmonia Mundi).

Poésie

Une seule voie

André Laude

Pierre-Jean Oswald appartient au petit nombre des éditeurs chez lesquels l'audace, la passion humaine, l'honnêteté intellectuelle remplacent les grands moyens financiers. Se consacrer à la poésie, et qui plus est, à la poésie qui prétend ne pas ignorer le permanent combat mené par l'homme pour établir le règne de la liberté, de la justice, de rapports authentiques, confine aujourd'hui un défi flagrant. Ce défi-là, P.-J. Oswald le tient depuis de longues années, depuis le jour où il fonda ses collections : « *L'aube dissout les monstres* » et « *J'exige la parole* » qui accueillirent des poètes, témoins et interprètes, des tragédies communes : guerre d'Algérie, combat de l'Afrique pour son indépendance réelle, luttes du tiers monde, des affamés et des humiliés. Après un assez long séjour à l'étranger, revenu en France, P.-J. Oswald a repris ses activités. Renouvelant le défi, il vient de lancer une collection de poésie, format poche. Trois recueils ont déjà été publiés dont « *La poésie ibérique de Combat* », anthologie réalisée par François Lopez et Robert Marrast, tous deux infatigables serviteurs de la littérature espagnole la plus vivante.

Cette anthologie de moins de deux cents pages, n'oubliant pas et c'est justice — le Portugal, qui en dépit des différences de langues, affronte les mêmes drames, nourrit les mêmes espérances que sa douloureuse voisine, rassemble quarante voix directement branchées sur les réalités les plus essentielles de la péninsule ibérique où le fascisme perpétue son ordre noir. Quarante poètes mais en fin de compte une seule voix nue. Sans ors, concrète, charnelle, tant il est vrai qu'un certain degré de souffrance, d'espoir mutilé, de rage et de poignance, annule les traits individuels. Les thèmes sont simples, immédiats, vitaux : le pain, la liberté. Dans chaque poème, rôde une prison, une blessure, la solitude, la répression, mais aussi la certitude d'ap-

partenir à une vaste race, d'être fragment fiévreux d'un corps unique : la patrie. Pour l'essentiel, ce sont les nouvelles générations que nous entendons ici, qui se rattachent à ce qu'il est convenu d'appeler « le mouvement réaliste » : G.-A. Carrillo, J.-M. Caballero Bonald, Angel Gonzalez, J.-A. Goytisoló, Jésus Lopez Pacheco, Alfonso Sastre, Luis Veiga Leitao... etc., on retrouve aussi quelques aînés : Gabriel Celaya, Leopoldo de Luis. Il est impossible de choisir parmi ces poèmes qui ont titres : *Sur les corps de l'Espagne*, *Mandat de Perquisition*, *Protestation et signature*, *Patrie ardue*, etc. Pourtant arrachons ces quelques vers dans lesquels la parole poétique n'a retenu que les mots de l'urgence :

« Exiger.
Il faudra exiger
clairement
pleinement
résolument
exiger.
Totale
radicalement
absolument
exiger. »

C'est signé Francesc Vallverdu. Mais chaque poète aurait pu écrire son nom sous ces mots qui auront tout le temps, plus tard, de réapprendre les sources, les rossignols, les jasmains... quand « *L'aube du peuple aura dissout les monstres.* » □

Musique

Une passion moderne

Bernard Sizaire

Parallèlement à la reconstruction de leurs pays, les communistes polonais, après la dernière guerre, eurent à jeter les bases d'une renaissance culturelle. La vie musicale ayant été longtemps somnolente, c'est dans ce domaine que furent accomplis les efforts les plus spectaculaires.

La création d'orchestres, la construction de salles de concerts, la multiplication des chorales et l'augmentation des commandes officielles stimulèrent les compositeurs en leur donnant la certitude d'être joués et

écoutés. Mais en contrepartie ils se cantonnèrent dans un néo-classicisme folklorisant qui excluait toute recherche formelle et toute audace expressive.

Le dégel politique, amorcé il y a plus de dix ans, va s'accompagner d'une libéralisation intellectuelle qui permettra aux artistes polonais d'affirmer leur personnalité plus nettement qu'ailleurs. C'est dans des conditions relativement favorables que se développeront dodécaphonisme, musique concrète et électronique. Des hommes tels que Penderecki

A lire

REVUES :

- Numéro de janvier 1967 de *Critique* : regards sur l'Amérique avec les articles de Alain Clément, Stanley Hoffmann, André Glucksmann, Georges Burdeau, Roger Errera, etc.
- Numéro de février 1967 des *Temps Modernes* : problèmes du monde ouvrier avec des articles de André Gorz, Bruno Trentin, René de Schutter, Lelio Basso, etc.
- Numéro de janvier-mars 1967 de *Sociologie du Travail* avec la suite de l'analyse de Dany Benusiglio sur « l'intégration de la recherche scientifique dans l'entreprise ».

États-Unis

La crise AFL-CIO

René Gillet

Conclue en 1953, après trois ans de négociations, entre G. Meany, alors secrétaire de l'A.F.L. et W. Reuther, qui dirigeait la CIO minoritaire, l'unité des deux syndicats américains est rompue. Celle-ci peut s'expliquer, sur le plan des motivations immédiates, par deux facteurs. Dans l'esprit de Reuther, Meany devait, après quelques années, se retirer et lui laisser les commandes. Or, ce dernier n'a pas été sensible à ces suggestions et à 73 ans il n'est nullement fatigué d'incarner le mouvement ouvrier américain. De plus, il tendait à se passer des conseils de Reuther, qui se trouvait donc pratiquement écarté. Celui-ci n'avait plus aucune possibilité d'action à l'intérieur de l'AFL-CIO, d'où son départ.

Un bilan médiocre

Il faut bien reconnaître que le bilan de 12 années de collaboration est médiocre.

Quantitativement, le syndicat stagne ; c'est-à-dire que relativement au nombre croissant des salariés, il fond lentement. Les adhésions nouvelles compensent à peine les pertes dues à l'élimination de certains emplois (moins 760.000 syndiqués dans les chemins de fer entre 1953 et 1964) et au transfert d'ouvriers à des secteurs non syndiqués.

Au moment de la fusion, l'AFL-CIO comptait 15.000.000 de membres, elle en a maintenant 13.500.000 environ, après être tombée à 12.500.000 en 1963 ; et la légère remontée actuelle ne doit pas faire illusion, car elle provient, pour une large part du gonflement du secteur secondaire occasionné par la guerre au Vietnam.

Qualitativement, le déséquilibre est encore plus grave, car la quasi-totalité des adhérents de l'AFL-CIO appartient au secteur secondaire, dont l'importance dans la vie économique américaine ne cesse de décroître. Les « manuels » ne représentent plus que 30 % de l'ensemble des salariés alors que les « cols blancs » atteignent 50 % et la proportion continue d'augmenter. Par ailleurs les ouvriers agricoles jusqu'à une date récente n'avaient jamais entendu parler de syndicalisme. Aucun indice ne laisse à penser que la situation puisse se redresser dans un proche avenir. En effet, pourquoi un syndicat s'il se contente de refléchir la société qui l'entoure et n'a qu'une peur, celle de la trahir ?

Un capitalisme ambiant

Depuis bien longtemps déjà le syndicalisme américain ne se définit plus comme élément contestateur et conçoit sa fonction comme

complémentaire du rôle du capital ; ce qui suppose que la différence entre les deux soit secondaire et qu'une identité profonde les unisse. Ainsi, dans ses comportements essentiels, le mouvement syndical mime ceux du capitalisme ambiant.

Son premier souci est de bien gérer l'« entreprise syndicale » et par là, ne se différencie en rien de n'importe quelle affaire ; il compte davantage sur les investissements qu'il opère que sur l'esprit militant des adhérents. Meany est fier de n'avoir jamais fait grève de sa vie ; et le syndicat des concierges de Chicago donne un bon exemple de cet esprit d'entreprise : menacées par l'automatisation, elles ont investi toutes leurs réserves dans la construction d'un parking géant dont elles sont devenues propriétaires !

Finalement, le syndicat se réduit à un gros corps pesant et mou, d'autant plus menacé de décomposition qu'aucune concurrence n'est là pour le mouvoir. Cela donne par exemple la crise provoquée par J. Hoffa et le syndicat des camionneurs qui donna lieu à son expulsion de l'AFL-CIO en 1957 — cas exceptionnel bien sûr, mais qui est rendu possible par la lourdeur de l'appareil et la faiblesse de la base.

Un anticommunisme viscéral

Il en va de même — est-il besoin de le souligner — pour l'idéologie des syndicalistes. Dans ce domaine, l'AFL-CIO ne s'est pas contenté d'absorber l'anticommunisme général, elle l'a conservé avec plus de vigueur et de pureté qu'ailleurs. Il est vrai que Lovelace, ex-secrétaire général du P.C. et maintenant très lié avec la CIA, est le conseiller le plus proche de Meany. Son anticommunisme l'amène à prendre des positions qui se situent à droite de celles de la Chambre de Commerce ; c'est le cas en ce qui concerne le problème des rapports commerciaux avec les pays de l'Est.

Quant à la guerre du Vietnam, le soutien de G. Meany à la politique du président Johnson est total. Selon ses propres paroles : « la défense de la liberté au Sud Vietnam est compatible avec le progrès social et la poursuite des programmes dans le cadre de la Grande Société ».

Enfin, à l'égard du problème de l'intégration, comme la société qu'il représente fidèlement, il tend à exclure les non-assimilés. La discrimination raciale existe toujours dans certains syndicats, bien que la direction nationale s'y oppose.

Comme l'AFL-CIO absorbe et reproduit, en les changeant le moins possible, les objectifs et les attitudes



Michael Quill, leader du syndicat des transporteurs : un appareil syndical en crise.

A.F.P.

du capitalisme, on conçoit que ces raisons — outre les déceptions personnelles — aient joué dans la décision de W. Reuther. C'est là qu'apparaît l'importance et l'ambiguïté de son attitude. Entre les deux Amériques, celle des Noirs, des ouvriers agricoles, des chômeurs... et l'autre, il n'y a pas de place ; W. Reuther s'obstine cependant à être dans les deux camps à la fois (à la différence de G. Meany qui n'est que dans l'un). A Chicago, avec l'Industrial Union Department, il collabore étroitement aux efforts de M.-L. King pour former des syndicats de locataires et des employés d'hôpitaux mal payés, et renforcer les groupements locaux des « pauvres » blancs et noirs. Il a aussi soutenu activement la grève des ouvriers agricoles de Californie et n'a pas hésité à heurter le gouvernement fédéral (ce que Meany n'aurait pas fait) lors de l'épisode du Groupe pour le développement des enfants au Mississippi (Mississippi Child Development Group) (1). Mais il reste que sur le fond sa position ne diffère guère de celle de son rival.

À l'extérieur du syndicalisme traditionnel

Bien que représentant un secteur très minoritaire, la création d'un syndicat par les ouvriers agricoles de Californie est particulièrement intéressante, car, comme le Pouvoir noir, il représente une tentative de l'« Autre Amérique » pour s'organiser sans recours extérieur. Cesar Chavez a su profiter d'une longue

grève l'an dernier à Delano (Californie) pour grouper les ouvriers agricoles mexicains de la région au sein de l'Association Nationale des Ouvriers Agricoles (National Farm Workers Association). Si l'AFL-CIO l'a aidé financièrement, par contre le syndicat des camionneurs a porté un rude coup à la grève en concluant un accord avec les producteurs de raisin.

Il semble que, si le problème de l'emploi n'est pas trop aigu actuellement (4 % de chômeurs), il n'en soit plus de même à long terme, car, selon les prévisions officielles, l'automatisation doit éliminer 24 millions d'emplois pendant la décennie 1960-70 — auxquels il faut ajouter les 12,5 millions de jeunes arrivant sur le marché du travail (2) — et, fait plus grave, elle touche aussi bien le secteur tertiaire que, jusqu'alors, on pensait à l'abri de tels risques (p. ex. l'Administration des Anciens Combattants a réduit le nombre de ses employés de 17.000 à 3.000). Durant cette évolution les syndicalistes n'auront que deux attitudes possibles : ou bien défendre les emplois de leurs adhérents entreprise par entreprise dans une lutte d'arrière garde vouée à l'échec, ou bien réexaminer le contexte global de l'économie et redéfinir leur rôle en fonction des changements qui l'affectent, mais cela suppose un changement au moins égal dans la mentalité des dirigeants syndicaux actuels. □

(1) Voir T.S. (N° sur les U.S.A., janvier 67).

(2) 72 millions de salariés civils en 1961.